

le betteravier



Betteraviers belges - Belgische bietentelers



MERCOSUR
Une gifle pour les
planteurs européens

RENCONTRE
Kris D'Haemer, nouveau
président de la Fédé-RT



Dans ce numéro :

- 3** EDITO
- 4** EN BREF
- 6** CAMPAGNE ISCAL
- 8** CAMPAGNE RT
- 10** CoCo HESBAYE
- 13** MERCOSUR
- 14** IRBAB
- 16** RENCONTRE
- 19** DIVERS
- 20** MARCHÉ DU SUCRE
- 22** LIBRAMONT

Le temps de la récolte et de la lutte : le secteur betteravier belge mérite reconnaissance et protection

Les premières betteraves ont été récoltées. Pour chaque betteravier, c'est le moment où des mois d'efforts, de savoir-faire et d'espoir se concrétisent. Les perspectives sont bonnes, mais une inquiétude grandit. Nos betteraves sont solidement ancrées, mais les fondations de notre secteur vacillent. Nous fournissons des millions de tonnes de betteraves de qualité, mais notre avenir reste incertain. L'accord UE-Mercosur ouvre la porte aux importations de sucre d'Amérique du Sud, où les coûts de production sont plus bas et les règles environnementales plus souples. Les producteurs belges doivent rivaliser avec un sucre produit dans des conditions différentes, ce qui n'est pas une lutte équitable. La Commission européenne promet des mécanismes de protection, mais rien ne garantit leur efficacité. L'expérience montre qu'ils arrivent souvent trop tard. Notre secteur n'a pas la marge de manœuvre pour attendre. Si le marché est inondé, nous serons les premiers à en souffrir. La concurrence n'est pas un problème, tant qu'elle est loyale. Mais cet accord est à la fois déloyal et dangereux.

La betterave sucrière est une culture robuste mais pas indestructible. Les maladies foliaires telles que la cercosporiose peuvent entraîner d'importantes pertes de rendement, comme vous vous en souvenez certainement la saison dernière. Pourtant, les produits phytosanitaires disponibles sont limités d'année en année. Les agriculteurs doivent maintenir leurs cultures en bonne santé avec de moins en moins de moyens, alors que la pression des maladies augmente... En Belgique, l'utilisation de certains traitements des semences n'est désormais autorisée que temporairement et sous des conditions strictes. La pression pour cultiver avec moins de produits chimiques est compréhensible, mais les alternatives sont souvent plus coûteuses, moins efficaces ou pas encore disponibles. Nous voulons cultiver de manière durable, alors donnez-nous les moyens d'y parvenir.

Notre secteur ne fournit pas seulement du sucre mais aussi des emplois, de l'innovation, la sécurité alimentaire et la durabilité. Pourtant, nous nous sentons souvent ignorés dans le débat public. Alors que le monde parle du climat, de la biodiversité et du commerce équitable, nos efforts restent sous-estimés. Nous entendons souvent dire que nos préoccupations sont bien comprises, mais nous avons besoin de plus qu'une simple tape dans le dos. Le secteur sucrier belge, du planter de betteraves à la sucrerie, est un système intégré. Sans betteraves, pas de sucre, et sans débouchés, aucune raison de cultiver des betteraves. Coopérer n'est pas une option, c'est une nécessité. Du champ à l'usine, nous formons une seule chaîne et nous méritons d'être reconnus en tant que secteur.

La récolte des betteraves est un moment de fierté mais aussi un moment pour faire entendre notre voix. Nous ne demandons pas de faveurs, nous demandons une politique qui nous permette de continuer à faire ce que nous faisons bien : cultiver de manière durable, qualitative et rentable. Nous ne sommes pas un problème, nous faisons partie de la solution.

Donnez-nous l'occasion de le prouver. Que cet éditorial publié dans notre journal ne soit pas seulement le récit d'une bonne récolte, mais aussi un appel à l'action. Car si nous travailssons main dans la main avec les producteurs, les fabricants et les décideurs politiques, la betterave sucrière belge a un avenir. Et cet avenir commence aujourd'hui, dans nos champs.

Hendrik Vandamme
Président de la CBB



En bref

Iscal Sugar : Steven De Cuyper deviendra directeur à partir du 1er janvier 2026. Il remplacera Robert Torck pour assurer la direction quotidienne d'Iscal Sugar. Steven De Cuyper est actuellement Agro-directeur chez Agristo, une entreprise spécialisée dans la production de frites surgelées basée à Harelbeke. Agristo exploite plusieurs sites de production en Belgique, aux Pays-Bas, en Inde et bien-tôt en France sur le site de l'ancienne sucrerie d'Escaudoeuvres.

Le SBR se propage en Slovénie. Le syndrome Basses Richesses (SBR) a conduit de nombreux agriculteurs slovènes à abandonner la culture betteravière, selon la presse locale. Cette maladie est connue depuis de nombreuses années chez son voisin la Serbie. La Slovénie a fermé ses sucreries il y a quelques années. Les betteraves serbes sont à présent transformées en Croatie et en Hongrie.

Nordzucker a réaffirmé sa stratégie de diversification dans la canne à sucre lors de son AG en juillet 2025, citant que la production de sucre à partir de la canne à sucre offre un potentiel de rentabilité plus élevé et plus résistant dans certaines régions du monde par rapport à la production de sucre à partir de betteraves sucrières dans l'UE.

Biélorussie : la récolte des betteraves a commencé en août. Fin août, 6 % de la superficie ont déjà été récoltés. La superficie betteravière est estimée cette année à 107.000 hectares, selon le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Le rendement moyen estimé atteindrait 47,6 tonnes par hectare, contre 57,7 tonnes par hectare l'année dernière.

Royaume-Uni : nouvelle taxe sur le sucre. Le gouvernement britannique a proposé d'abaisser le seuil de sa taxe sur le sucre de 5 g/100 ml à 4 g/100 ml, ce qui aurait un impact sur 17 % des ventes de sodas en volume, selon une étude de Circana. L'inclusion des boissons lactées dans la taxe sucre reste incertaine.

Brésil : Raizen, le plus grand producteur mondial de sucre, a annoncé en juillet la fermeture de l'une de ses plus grandes usines pour une durée indéterminée. Raizen a vendu à six autres entreprises sucrières les 3,5 millions de tonnes de canne à sucre qui auraient été transformées par l'usine fermée à présent. En mai, Raizen avait vendu l'une de ses usines à ses concurrents au Brésil également pour réduire sa dette.

Le sucrier Agrana autrichien, filiale de Südzucker, investit en Slovénie avec l'acquisition de la société Emba, l'un des principaux fabricants slovènes de produits alimentaires (sirops, nappages, etc) destinés au secteur de la restauration, aux transformateurs et aux détaillants alimentaires. Emba distribue ses produits en Europe centrale, méridionale et orientale et a généré un chiffre d'affaires d'environ 30 millions d'euros au cours de l'exercice 2024.

Réservez vos semences et recevez une réduction sur les variétés KWS.

SEMER L'AVENIR
DEPUIS 1856



FIONARA KWS



RISTOURNE
€ 10,-
/UNITÉ

- Tolérante à la rhizomanie et aux nématodes
- Potentiel de rendement élevé
- Feuillage très sain
- Faible tare terre
- Pas sensible à la montée en graines

RENTABA KWS



RISTOURNE
€ 15,-
/UNITÉ

- Tolérance rhizoctone
- Superbe santé foliaire
- Très bonne richesse
- Haut rendement sucre

SMART JUSTINA KWS



RISTOURNE
€ 20,-
/UNITÉ

- Tolérante à la rhizomanie et aux nématodes
- Solution solide contre les mauvaises herbes difficiles à contrôler
- Type équilibré
- Rendement et teneur en sucre élevés



Scannez le code QR pour plus d'informations ou pour réclamer votre réduction immédiatement.

Cette promotion est valable du 1er au 30 septembre 2025 et s'applique uniquement aux variétés présentées dans cette publicité.

Lancement de la campagne à ISCAL

A l'heure d'écrire ces lignes (12 septembre), la première semaine de campagne se déroule parfaitement selon le planning. Touchons du bois pour que cela reste ainsi pendant toute la campagne !

Stefaan Van Haecke

Concernant les rendements, il est trop tôt pour tirer des conclusions après seulement trois jours de réception de betteraves. Oui, les taux de sucre sont très élevés en ce début de campagne, mais que se passera-t-il si la pluie arrive dans les semaines à venir ? Quelle sera l'évolution ? Il serait également prématuré de tirer des conclusions sur les tonnages. Cela dit, les premiers résultats donnent l'impression que la quantité – et surtout le moment – des faibles pluies pendant la saison de croissance pourraient faire une énorme différence sur le rendement final en sucre par tonne (parfois même des dizaines de tonnes à l'hectare !).

Informations pratiques – début de campagne 2025/26

Les betteraves prévues à la livraison pendant la semaine 2 ou 3 doivent être arrachées et prêtes le dimanche soir précédent la semaine concernée. Pour les semaines 4 et suivantes, les betteraves doivent être arrachées au plus tard le jeudi soir de la semaine précédente.

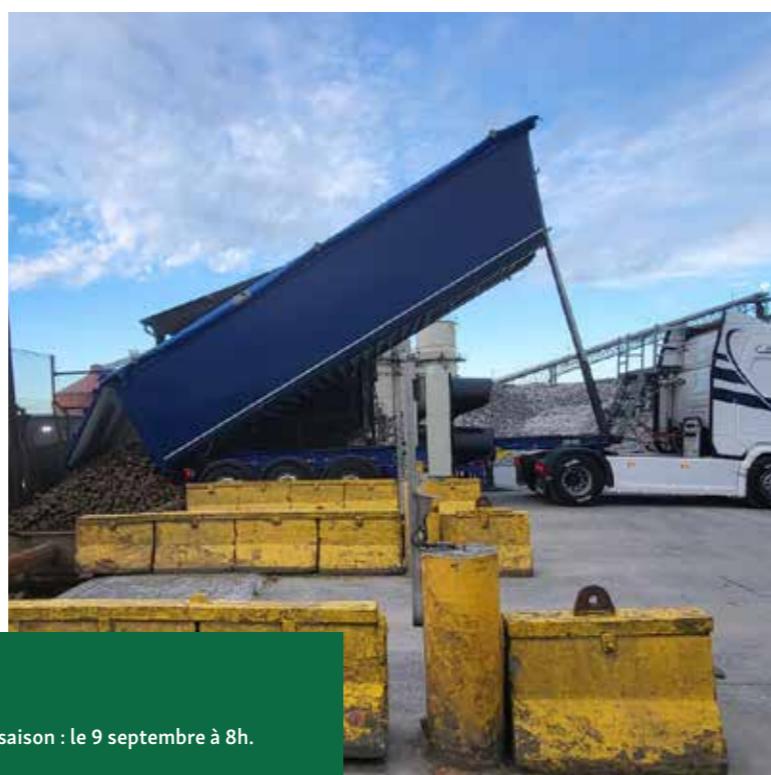
Les livraisons des quatre premières semaines donnent droit à une prime d'arrachage précoce. Pour les planeteurs livrant à plusieurs moments : la quantité donnant droit à cette prime est celle planifiée, calculée comme la surface prévue x 89 t/ha. Les tonnages supplémentaires ne donnent pas droit à une prime additionnelle. Pour les planeteurs dont l'arracheuse ne passe qu'une seule fois et dont toute la récolte tombe pendant la période de prime: la prime ne sera payée que pour les quantités sous contrat.

Contrôle à la réception

Le CoCo Hainaut-ISCAL et le CoCo Vlaanderen veillent ensemble à ce que chaque livraison soit correctement

échantillonnée par l'usine. Des contre-échantillons sont à nouveau prélevés de manière continue. Tous les résultats sont également vérifiés par nos soins. Si vous constatez, après analyse de vos résultats, des anomalies, contactez-nous à l'adresse suivante : cocovlaams@gmail.com en mentionnant votre numéro de téléphone. Nous vous recontacterons !

Nous sommes fiers d'avoir, avec Pascale Tychon et Dina Degryse (inspectrices CBB), constitué une équipe complète de contrôleurs présents dès la première livraison à 3h45 du matin, jusqu'à minuit. Tous motivés : nos 5 contrôleurs sont de jeunes agriculteurs (ou fils d'agriculteurs) qui cultivent eux-mêmes des betteraves. Ils savent très bien pourquoi ils effectuent ce travail !



Premier déchargement de la saison : le 9 septembre à 8h.

La pulpe

Avec une usine qui prévoit de transformer plus de 11.000 tonnes de betteraves par jour en moyenne, la quantité de pulpe produite sera également importante. L'usine suivra donc de très près la planification et la bonne exécution des enlèvements de pulpe.

Début septembre, la « commission pulpe » s'est réunie pour la première fois. Cette commission examine les plaintes de la saison précédente et les éventuelles compensations pour les pulpes non conformes. Elle a été mise en place dans le cadre de la nouvelle procédure : « Mode opératoire pour les livraisons de pulpes non conformes ». Assez surprenant : seules 10 plaintes ont été enregistrées sur environ 6.000 livraisons. Le mérite en revient-il à ISCAL ? Ou bien les preneurs de pulpe ne sont-ils pas encore familiers avec la procédure de plainte ? Raison de plus pour en rappeler les étapes en ce début de campagne.

Procédure : livraison de pulpes non conformes

Le formulaire de plainte est disponible sur l'extranet pour tous ceux qui ont commandé des pulpes.

Deux scénarios sont possibles :

1. Vous remarquez une mauvaise qualité au moment du déchargement.
2. Vous constatez des problèmes lors du désilage, et vous pensez que la cause vient de l'usine.

Scénario 1 : Mauvaise qualité au moment du déchargement

1. Prélèvement d'échantillons

Chaque livraison est accompagnée de deux bons de pulpe. En cas de doute, prélevez deux échantillons : un pour vous (à conserver au congélateur) et un pour l'usine. Joignez un bon à chaque échantillon. (Prenez également une photo, c'est toujours utile !)

2. Envoi

L'échantillon, avec le bon, est remis au chauffeur (le même ou lors d'une livraison suivante). Tous les chauffeurs sont tenus de remettre les échantillons à la réception de l'usine.

3. Enregistrement de la plainte

Remplissez le formulaire de plainte (extranet) et envoyez-le à toutes les adresses indiquées, à votre agronome, et à cocovlaams@gmail.com.

4. Retour d'information

L'usine s'engage à vous transmettre les résultats d'analyse par mail. Vous pouvez bien sûr analyser votre propre échantillon de manière indépendante.

5. Évaluation

Les compensations ou cas problématiques seront examinés en juillet par une commission composée de représentants de l'usine (qualité et direction) et de représentants des planteurs/preneurs de pulpe.

Scénario 2 : Problèmes lors du stockage

1. Prise de rendez-vous

Contactez par mail votre agronome, en mettant agro.fy@iscalsugar.be en copie. La confirmation du rendez-vous doit aussi se faire par écrit.

2. Échantillonnage et formulaire de plainte

Lors de la visite de l'agronome (ou d'un remplaçant), des échantillons sont prélevés (bons et mauvais, si possible).

Le formulaire est complété sur place, mais doit également être renvoyé par mail à toutes les adresses indiquées, y compris cocovlaams@gmail.com.

La suite suit la même procédure que le scénario 1. N'oubliez pas : les photos et une communication écrite sont essentielles, pour vous et pour nous.

Campagne 2025 : des betteraves riches, mais des rendements sous pression

Loïs Penasse

Le troisième prélèvement confirme ce que de nombreux planteurs observent déjà dans leurs champs : la sécheresse pèse sur les rendements. Deux semaines après le deuxième prélèvement, la progression est limitée et seules quelques tonnes supplémentaires apparaissent dans les résultats.

Le déficit hydrique freine le développement des racines et oriente la plante vers la production de sucre. La richesse moyenne atteint désormais 18,5 °S, avec certains échantillons culminant à 21 °S. En revanche, les tonnages demeurent en retrait. Les prévisions actuelles estiment le rendement moyen à 98 t/ha à 17 °S. Si la sécheresse perdure, il faut s'attendre à des betteraves plus riches mais moins volumineuses. La quantité de sucre par hectare devrait cependant rester relativement stable.

Une question ? Une remarque ? Une plainte sur vos résultats ?

N'hésitez pas à nous contacter :

- Syndicat betteravier de Tirlemont : controletnn@cbb.be - 016/80.14.24
Du lundi au vendredi de 9h à 16h
- Syndicat betteravier de Longchamps : secretariat.abw@cbb.be - 081/51.02.41
Les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h à 16h

La date de démarrage de campagne est désormais connue :

- Tirlemont ouvrira le 15 septembre ;
- Longchamps suivra une semaine plus tard, le 22 septembre.

Comme chaque année, les planteurs devront veiller au respect des consignes de sécurité et de logistique : pas de bois dans les livraisons, obligation de bâcher les co-produits (pulpes et radicelles) et port des équipements de protection lors des livraisons.

Enfin, un concours récompensera la plus grosse betterave récoltée cette année. Les planteurs qui trouveraient un spécimen remarquable dans leur tas ou au champ sont invités à le signaler à leur agronome.

Nous vous tiendrons au courant de l'avancement et des nouvelles via les Newsletter et les prochains Betteraviers.



Wanze prête pour la nouvelle campagne : un important travail de maintenance réalisé

Après une campagne 2024 marquée par de nombreuses difficultés techniques dans les usines, la Raffinerie Tirlemontoise (RT) a mis l'accent sur la maintenance de ses installations afin de préparer au mieux la campagne 2025.

Loïs Penasse

Lors de la visite du site de Wanze le 20 août dernier, les membres du conseil d'administration de la Fédé-RT ont pu constater l'ampleur des efforts fournis pour assurer un démarrage en ordre de marche.

Des interventions ciblées sur les points sensibles

Les responsables techniques de Wanze ont investi dans plusieurs chantiers stratégiques :

- **Coupes-racines** : continuité du projet de remise à neuf afin de garantir la qualité de la préparation des cossettes de betterave.
- **Presse 1** : installation d'un nouveau réducteur, d'un nouveau moteur et d'un variateur de fréquence afin d'améliorer la fiabilité.
- **Évaporation** : nettoyage au peroxyde de trois des sept effets, ajout de by-pass pour contourner rapidement un effet en cas de problème, et remplacement d'un échangeur par du neuf.
- **Refonte** : ajout d'un réchauffeur pour renforcer la stabilité du processus.
- **Chaudière** : remplacement de 60 tubes.
- **Turbines** : nouvelle programmation de la régulation de vitesse de la turbine à vapeur et remplacement de deux turbines du deuxième jet.

Autant de travaux qui témoignent de la volonté de la RT d'apprendre des diffi-

cultés passées et de sécuriser la continuité de la production.

Tirer les leçons de la campagne précédente

La campagne 2024 avait en effet montré les conséquences d'arrêts techniques à répétition, notamment à Longchamps, qui avaient perturbé les livraisons des planteurs et fragilisé l'organisation générale.

À Wanze, la direction a donc voulu anticiper en renforçant les maillons critiques de la chaîne de production, afin d'éviter les ralentissements coûteux en cours de campagne.

Une usine prête à accueillir les betteraves

Le début de campagne est fixé au 22 septembre à Wanze. Grâce à ces travaux, l'usine devrait être en mesure de transformer les betteraves dans de bonnes conditions et de garantir aux planteurs une meilleure stabilité de fonctionnement.

Ces efforts illustrent l'importance d'une maintenance préventive, fruit d'investissements réguliers, pour préserver la compétitivité de l'outil industriel et assurer la valorisation de toutes les betteraves livrées.

Passation de relais au CoCo Hesbaye

Le Comité de Coordination des planteurs de Betteraves de Hesbaye (CoCo Hesbaye, fédération représentant l'ensemble des planteurs de betteraves livrant à la RT) a vécu un moment charnière en juin : après huit années de présidence, Jean-Paul Vanelderden a passé le flambeau à Vincent Demanet. Ensemble, ils ont accepté de revenir sur leur parcours, sur les réalisations du CoCo et sur les défis qui attendent les planteurs de la région.

Loïs Penasse

Pouvez-vous vous présenter et rappeler votre parcours au sein du CoCo Hesbaye ?

Jean-Paul Vanelderden (JP) : « Je suis agriculteur dans la région de Gingelom. J'ai siégé douze ans au conseil d'administration du CoCo Hesbaye, dont huit années comme président. J'ai succédé en 2017 à Jean-Jo Rigo, qui avait quitté son mandat en cours. Après avoir terminé son mandat, j'ai ensuite effectué deux mandats complets. »

Vincent Demanet (V) : « Je suis planteur à Chastre et impliqué au CoCo Hesbaye depuis le début des années 2010, avant même Jean-Paul. J'étais actif dans le syndicat betteravier dès 1988, d'abord comme délégué à l'usine de Genappe. Après la fermeture de l'usine en 2004, j'ai poursuivi à la Fédé-RT (fédération représentant les planteurs francophones livrant à la RT) et il était logique ensuite de rejoindre le CoCo. »

Qu'est-ce qui vous a motivés, chacun, à vous engager dans ce comité plutôt qu'ailleurs ?

V : « C'était une suite logique de mon engagement syndical. Quand on est déjà à la Fédé-RT, il est normal de rejoindre ensuite le CoCo Hesbaye. »

JP : « De mon côté, j'ai été sollicité parce que je maîtrisais le français, ce qui est utile dans les structures bilingues. Ce n'était pas prévu qu'un néerlandophone devienne président du CoCo Hesbaye, mais les circonstances m'y ont conduit. »

Jean-Paul, quel bilan tirez-vous de vos huit années de présidence ?

JP : « Le monde betteravier est marqué par une grande volatilité : baisse des prix en 2006-2009, fin des quotas

en 2017, phases d'envolée puis de chute des cours... J'ai toujours essayé de maintenir l'unanimité au sein du CoCo Hesbaye, sans vote conflictuel. Une autre fierté est d'avoir reconstruit la confiance avec le fabricant. C'est un équilibre délicat entre défendre les planteurs et tenir compte de la réalité économique. »

« J'ai toujours essayé de maintenir l'unanimité au sein du CoCo Hesbaye, sans vote conflictuel. Une autre fierté est d'avoir reconstruit la confiance avec le fabricant. »

Jean-Paul Vanelderden

Vincent, dans ce bilan, qu'aimeriez-vous poursuivre et qu'aimeriez-vous transformer ?

V : « Je souhaite poursuivre l'esprit d'équipe soudée que Jean-Paul a su maintenir. Malgré mon handicap – je comprends le néerlandais mais ne le parle pas – nous n'avons jamais connu de tensions linguistiques. Quant aux priorités, nous allons tenter d'améliorer les contrats pour les planteurs, même si les marges de manœuvre sont limitées par la conjoncture. Pour 2025, les perspectives de prix sont moroses. Mais je veux continuer à travailler dans la continuité de Jean-Paul, car il laisse un beau bilan. »



Vincent Demanet et Jean-Paul Vanelderden

Comment s'est déroulée la transition entre vous deux ?

JP : « Depuis plusieurs années déjà, nous partagions toutes les informations importantes. Les décisions étaient discutées ensemble et la confiance était totale. »

V : « En six ans de collaboration étroite, nous n'avons jamais eu une seule dispute. La transition s'est faite naturellement. »

Pouvez-vous citer une décision ou un projet mené ensemble qui illustre l'esprit du CoCo Hesbaye ?

JP : « La fin des quotas a bouleversé les équilibres, donnant beaucoup plus de poids aux fabricants. Avec nos moyens limités, nous avons malgré tout réussi à maintenir un accord interprofessionnel. C'est une spécificité précieuse de la filière betterave, car peu d'autres cultures disposent de tels accords. »

V : « Même si le prix minimum garanti – 30 €/t cette année – ne résout pas tout, c'est une base qui existe encore et qui n'est pas d'application dans beaucoup d'autres cultures. »

Comment avez-vous vu évoluer le métier de planteur de betteraves ces dernières années ?

V : « Le métier est devenu spéculatif. Aujourd'hui, on fait davantage une rotation économique et financière qu'une rotation agronomique. À court terme, je comprends cette logique, mais à long terme, cela ne tiendra pas. Et contrairement aux pommes de terre où plusieurs acheteurs existent, en betteraves, il n'y a quasi qu'un seul acteur. »

Quels sont aujourd'hui les principaux défis pour les planteurs de betteraves ?

JP : « Le premier défi reste la rentabilité de la culture. »

V : « S'y ajoutent la hausse des coûts, la réduction des produits phytosanitaires disponibles, l'augmentation de certaines maladies comme la cercosporiose, et les contraintes environnementales croissantes. »

En quoi le CoCo Hesbaye peut-il aider les planteurs à relever ces défis ?

V : « Le rôle du CoCo Hesbaye est d'abord de défendre les planteurs dans les négociations avec les sucreries, mais aussi d'assurer la cohésion et la continuité entre générations. Nous devons garder la confiance du fabricant, sans quoi nous ne pesons plus rien. »

JP : « La confiance est une monnaie rare : le planteur la mesure à son compte en banque, mais pour le syndicaliste, elle se construit dans l'équilibre avec l'industriel. »

« La betterave, même si elle n'est plus la culture d'antan, gardera sa place. »

Vincent Demanet

Comment préparer la relève et inciter les jeunes planteurs à s'impliquer ?

V : « Du côté de la Fédé-RT, nous avons un bon renouvellement : les nouveaux venus ont moins de 50 ans et sont de grande qualité. C'est encourageant. »

MERCOSUR : Une gifle pour les planteurs européens

JP : « Au Verbond, la situation est plus difficile, surtout dans certaines régions où il est compliqué de trouver des candidats motivés. Peut-être faudra-t-il faire évoluer les statuts pour assouplir la répartition régionale des mandats. Ce sera un enjeu majeur : attirer et former de jeunes planteurs pour assurer la relève. »

Quel message souhaitez-vous adresser aujourd’hui aux planteurs de la région ?

JP : « Je remercie les planteurs pour la confiance accordée. Tous leurs souhaits n'ont pas pu être réalisés, mais je reste convaincu que la betterave a un avenir en Belgique. »

V : « Je partage cet optimisme : la Belgique reste une des meilleures régions betteravières d'Europe. Mais il faut diversifier, ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. La pomme de terre a montré ses limites cette année, et la betterave, même si elle n'est plus la culture d'antan, gardera sa place. »

Enfin, si vous deviez résumer l'esprit du CoCo Hesbaye en un mot ?

JP : « Confiance. »
V : « Continuité. »



Un mot de remerciement

En tant que Secrétaire générale du CoCo Hesbaye et de la Fédé-RT, je tiens à adresser un remerciement particulier à Jean-Paul Vanelder. Son engagement constant, sa disponibilité et son sens du dialogue ont marqué non seulement la vie du comité, mais aussi mon propre parcours. Durant mes presque deux premières années au sein des structures betteravières, il a largement contribué à ma compréhension des enjeux du secteur et m'a transmis, par son expérience, une vision précieuse du métier de représentant des planteurs.

Merci Jean-Paul pour ce chemin partagé, et au plaisir de te recroiser prochainement dans les usines !

-Loïs Penasse

Début septembre, la Commission européenne a approuvé l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Cette décision, qui intervient après plus de vingt ans de négociations, est perçue par de nombreux agriculteurs européens comme un nouveau coup porté à leur secteur. Pour les producteurs de betteraves sucrières, déjà fragilisés par la volatilité des marchés et le durcissement des règles environnementales, cet accord est difficile à avaler.

Isabelle Roelandts

Des volumes loin d'être négligeables

L'accord prévoit notamment l'importation de 190 000 tonnes de sucre sans droits de douane. Cela correspond à la production annuelle de l'usine Iscal Sugar à Fontenoy, un site majeur pour les betteraviers francophones. À cela s'ajoutent 8,2 millions d'hectolitres d'éthanol, équivalant à toute la production française d'éthanol de betterave.

Ces volumes sont présentés par la Commission comme « marginaux » au regard de la production européenne totale. Pourtant, chaque tonne importée vient peser sur le marché intérieur, exercer une pression sur les prix, et remettre en question la rentabilité d'une culture déjà sous tension. L'impact n'est donc pas marginal pour les milliers de producteurs concernés.

Une concurrence déloyale, sans clauses miroir

L'un des aspects les plus critiqués de cet accord est l'absence de clauses miroirs. Concrètement, cela signifie que les produits importés ne devront pas répondre aux mêmes normes que ceux produits en Europe. La canne à sucre exportée depuis le Brésil ou l'Argentine pourra continuer à être cultivée avec des substances interdites dans l'Union européenne, et selon des pratiques sociales ou environnementales qui ne seraient pas tolérées ici.

Les betteraviers européens doivent, quant à eux, faire face à une réglementation toujours plus stricte en matière de produits phytosanitaires, de fertilisation, de biodiversité ou de conditions de travail. Cette asymétrie réglementaire crée une distorsion de concurrence majeure, qui met en péril la viabilité de la filière.

Une accumulation d'accords qui inquiète

L'accord Mercosur ne vient pas seul. Il s'ajoute à une série de traités commerciaux déjà conclus ou en discussion avec d'autres régions du monde, dont certains prévoient également des contingents de sucre ou d'éthanol. L'effet cumulatif de ces accords inquiète la profession, qui voit sa marge de manœuvre diminuer d'année en année, alors que les charges augmentent et que les outils de protection des cultures se raréfient.

« L'Europe utilise les planteurs comme monnaie d'échange dans ses négociations commerciales, au détriment de notre agriculture », déplore Hendrik Vandamme, président de la CBB.

Un appel à la mobilisation politique

Face à cette menace, la CBB appelle à une réaction forte des instances politiques belges et européennes.

« Comment la Commission peut-elle inciter les agriculteurs à adopter des pratiques plus durables tout en permettant l'importation de produits qui ne respectent pas ces mêmes normes ? », s'interroge Hendrik Vandamme. « Nous appelons tous les gouvernements et parlements de notre pays, ainsi que les membres du Parlement européen, à utiliser tous les moyens possibles pour empêcher la ratification de cet accord. »



INSTITUT ROYAL BELGE POUR L'AMÉLIORATION DE LA BETTERAVE ASBL
Molenstraat 45, B-3300 Tienen—info@irbab.be—www.irbab-kbvb.be



Techniques culturelles betteravières

PVBC - PROGRAMME VULGARISATION BETTERAVE-CHICORÉE, DANS LE CADRE DES CENTRES PILOTES

SBR/RTD : Comment reconnaître ces maladies?

De nouveaux ravageurs et maladies apparaissent régulièrement en agriculture et la betterave n'y échappe pas. En effet, dans nos pays limitrophes, une grande attention est portée au SBR/RTD. Ces maladies provoquent des pertes de rendement importantes et il est essentiel pour la Belgique de s'y intéresser également pour être préparée au mieux si cela devait arriver dans nos régions.

Qu'est-ce que le SBR ?

En réalité, le mot SBR (venant de Syndrome des Basses Richesses) est utilisé couramment pour communiquer au sujet de 2 maladies. Celles-ci sont souvent confondues car leur biologie et leurs symptômes sont assez proches. Derrière ce mot se cachent donc effectivement le SBR (causé par *Candidatus Arsenophonus phytopathogenicus*) mais aussi le RTD (Rubbery Taproot Disease, causé par *Candidatus Phytoplasma solani*). Ce sont en fait des maladies bactériennes transmises par des cicadelles, insectes piqueurs suceurs. Si on fait le parallèle avec la jaunisse virale qui est mieux connue : pour la jaunisse, le vecteur est un puceron, tandis qu'il est une cicadelle pour le SBR. Le puceron véhicule des virus alors que les cicadelles véhiculent dans ce cas-ci des bactéries. Attention, il existe de nombreuses cicadelles mais seules quelques-unes (*Pentastiridius leporinus* notamment) sont vectrices du SBR/RTD.



Figure 1 : Champ atteint de SBR

En fait, le SBR n'est pas tellement « nouveau ». Il a été observé pour la première fois en France (en Bourgogne et Franche-Comté)

en 1991, d'où son nom français, Syndrome des Basses Richesses. Le SBR est resté assez limité en France (retrouvé en Alsace actuellement) mais est par contre en forte expansion ces dernières années en Allemagne et en Suisse notamment. En Allemagne, plus de 50 000 ha sont touchés.

Quels sont les symptômes de ces maladies ?

SBR [Syndrome Basses Richesses]

Les symptômes apparaissent au début de l'automne (fin août - début septembre) 2 à 4 mois après l'infection des betteraves au champ. Au niveau des feuilles, on observe un jaunissement des vieilles feuilles et une production importante de jeunes feuilles lancéolées et asymétriques.



Figure 2 : Symptômes liés au SBR. Jaunissement des feuilles les plus anciennes et jeunes feuilles lancéolées et asymétriques.



Figure 3 : Jeunes feuilles de betteraves. À gauche, feuilles lancéolées et asymétriques d'une betterave atteinte du SBR et à droite, jeunes feuilles d'une betterave saine. (Source : ITB)

Au niveau des racines, on observe un noircissement des anneaux vasculaires de la racine



Figure 4 : Symptômes racinaires liés à SBR : anneaux vasculaires bruns

RTD [Rubbery Taproot Disease]

Tout comme pour le SBR, les symptômes apparaissent au début de l'automne (fin août - début septembre).

Au niveau des feuilles, le *Rubber Taproot Disease* se caractérise par un jaunissement des vieilles feuilles, un flétrissement de la plante suivie d'une nécrose des feuilles, en commençant par les plus anciennes.

Contrairement au SBR, la racine devient molle et caoutchouteuse, même en absence de sécheresse. La pointe de la racine plie mais ne casse pas. Il n'y a pas de noircissement des anneaux vasculaires de la racine.



Figure 5 : Symptômes racinaires de RTD : racine caoutchouteuse

Quelles sont les pertes de rendement ?

Les pertes de rendement peuvent être très élevées. Les 2 maladies ont un impact à la fois sur le rendement racine et la richesse mais comme son nom l'indique le SBR aura un plus grand impact sur la richesse tandis que le RTD affectera davantage le rendement racines.

Que fait-on en Belgique ?

Bien que le SBR/RTD n'ait pas encore été détecté en Belgique, l'IRBAB surveille de près la progression de cette maladie en collaboration avec les pays voisins. Un monitoring a débuté l'an dernier afin de détecter les premières arrivées dans notre pays. Evidemment, l'IRBAB suit de près les recherches et méthodes de lutte dans les autres pays pour gérer cela au mieux. Cette année, 16 champs ont été suivis pour monitorer l'arrivée de cicadelles via des pièges collants.



Figure 6: Piège pour capturer les cicadelles dans les champs betteraves

L'IRBAB met également en place des protocoles au laboratoire pour être capables de détecter ces maladies dans des échantillons de betteraves. L'objectif est donc de détecter l'arrivée des cicadelles problématiques dans nos régions mais aussi de détecter la présence des maladies.

Que faire en cas de doute ?

Si vous observez des symptômes suspects tels que décrits dans cet article, prenez contact avec l'IRBAB — André Wauters (a.wauters@irbab.be / 0496/55.75.08) ou votre agronome de sucrerie.



« Défendre les planteurs aujourd’hui, c'est assurer la betterave de demain »

Agriculteur expérimenté, militant associatif de longue date et ancien administrateur d'une des plus grandes coopératives laitières du pays, Kris D'Haemer a été élu en 2025 président de la Fédé-RT. À 61 ans, il succède à Vincent Demanet dans un contexte difficile pour les planteurs de betteraves, entre pressions économiques, incertitudes réglementaires et recherche de rentabilité. Rencontre avec un homme passionné, lucide et résolument tourné vers la coopération et l'avenir.

Loïs Penasse et Isabelle Roelandts

Biographie

Kris D'Haemer vit à Bassilly, dans le Hainaut. Fils d'agriculteurs originaires de Flandre venus s'installer en Wallonie dans les années 1950, il a grandi dans une ferme mixte, un modèle courant à l'époque dans la région. Après des humanités économiques et un graduat en agriculture, il a repris une partie de l'exploitation familiale, qu'il gère aujourd'hui avec ses deux fils. Leur ferme est toujours mixte : production laitière et cultures (betterave sucrière, chicorée, pommes de terre, maïs, céréales...). Il est également à la tête d'une entreprise de travaux agricoles et d'une société d'achat et de vente de paille et de foin. Très impliqué dans la défense du monde agricole depuis son plus jeune âge, il a fait partie pendant 10 ans du comité directeur syndical de la FWA et a siégé plus de 20 ans comme administrateur (dont vice-président) de Milcobel, qui était la plus grande coopérative laitière belge, et président du comité d'audit. C'est cette expérience qu'il met aujourd'hui au service des planteurs de betteraves.

Vous êtes actif depuis longtemps dans le monde agricole. Pourquoi ce nouvel engagement avec la Fédé-RT ?

Quand mes mandats chez Milcobel se sont terminés, j'ai eu envie de m'engager dans un autre pan du secteur que je connais bien : celui des grandes cultures. J'ai toujours cultivé la betterave, c'est une culture importante chez nous. J'ai donc commencé à assister aux réunions de la Fédé-RT et à m'impliquer davantage. J'y ai trouvé une nouvelle façon de défendre les agriculteurs, dans un secteur qui me tient à cœur. Pour moi, cet engagement est naturel : certains font du sport, d'autres de la politique, moi, je défends les agriculteurs.

Vous avez été très investi chez Milcobel. Qu'en retenez-vous ?

Milcobel est la principale coopérative laitière belge. Elle regroupe des milliers de producteurs et gère toute la chaîne : du lait jusqu'aux produits finis. J'y ai siégé pendant 23 ans, dont plusieurs années comme vice-président. Cela m'a appris à négocier, à gérer des dossiers complexes, à représenter les intérêts des agriculteurs au sein de structures lourdes, parfois face à des logiques industrielles ou commerciales. Toutes les réunions avaient lieu à Anvers, en néerlandais. Cela m'a permis de perfectionner mon néerlandais, ce qui est aujourd'hui un atout précieux pour dialoguer avec nos collègues flamands.

Quels sont les grands défis pour la Fédé-RT aujourd'hui ?

Ils sont nombreux. Le plus immédiat, c'est la rentabilité. Le prix mondial du sucre, la géopolitique, le climat... tout cela nous échappe. Mais la Fédé-RT doit agir là où elle a une prise : les négociations avec la RT, les contrats, le prix payé aux planteurs. Il faut maintenir la pression pour que les usines fonctionnent bien, qu'elles investissent dans la modernisation et qu'elles garantissent un prix de revenu minimal.

Un autre défi majeur, c'est la perte progressive d'outils de protection des cultures, sans solutions alternatives viables. Si rien ne remplace les produits interdits, on met en péril toute la culture de la betterave. Nous devons si né-



cessaire être capables de collaborer étroitement avec l'IRBAB, la RT, des décideurs politiques et les autres syndicats agricoles.

Et à plus long terme, quels objectifs vous fixez-vous comme président ?

Je souhaite avant tout contribuer à pérenniser la culture de la betterave en Belgique. Cela suppose un travail de fond, sur plusieurs années, en équipe. La Fédé-RT ne peut pas tout faire seule : il faut construire des synergies avec d'autres acteurs – les syndicats, les instituts de recherche, les institutions publiques, et bien sûr la Raffinerie Tirlemontoise. Nous devons marcher ensemble. Quand il y a du dialogue, même si les négociations sont difficiles, on avance.

Je veux aussi renforcer la transparence et la circulation de l'information. Chaque administrateur de la Fédé-RT doit être un ambassadeur de notre cause, même en extérieur, et réaliser un return auprès de l'organe d'administration. J'espère qu'à la fin de mon mandat, on pourra dire que nous avons fait évoluer les choses collectivement, en bon père de famille.

Quelle est selon vous la force du secteur betteravier en Belgique ?

La betterave est une culture qui a de nombreux atouts. Elle structure bien le sol, capte du carbone, s'intègre parfaitement dans une rotation. La Belgique a des conditions climatiques idéales pour la produire, avec une bonne régularité. En comparaison avec d'autres pays qui font face à des maladies ou à des aléas, nous avons une carte à jouer. Les planteurs belges sont aussi très techniques, bien formés, attentifs à l'innovation. Grâce à l'IRBAB et à d'autres centres, la recherche est bien ancrée ici, et cela doit rester une priorité.

Quel rôle voyez-vous pour la Fédé-RT dans cette dynamique ?

Elle doit continuer à être un relais entre le terrain, la recherche et la transformation. Cela veut dire : bien représenter les planteurs dans les négociations, mais aussi informer, sensibiliser, proposer. Nous avons des réunions d'information régulières, mais on peut encore améliorer la manière de transmettre les avancées techniques ou les nouveautés réglementaires. C'est aussi ça, défendre la culture de la betterave.

En dehors de vos engagements professionnels, comment vous décririez-vous ?

Issu d'une famille nombreuse, à une exception près, nous sommes tous les 7 engagés dans le domaine agricole. Je suis quelqu'un de curieux, ouvert. J'aime discuter, échanger, apprendre, même en dehors du monde agricole. J'ai la chance d'avoir une épouse, Nathalie, journaliste et créatrice d'événements : nos discussions sont souvent enrichissantes. Et j'aime aller à la rencontre d'autres agriculteurs, en Wallonie comme en Flandre. Cela me ressource, c'est presque un hobby en soi.

Un dernier mot pour les jeunes agriculteurs ?

Gardez espoir. Même si certaines années sont difficiles, même si les prix varient, il faut garder une vision à long terme. C'est important de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, mais il faut aussi croire en des filières telles que la betterave qui a encore de beaux atouts. A l'époque elle était un gage de crédibilité avec le secteur laitier auprès des banques. Et toujours se remettre en question, même quand tout va bien. C'est comme ça qu'on avance.

Bienvenue à Dina Degryse, nouvelle collaboratrice à la CBB

Dina Degryse est originaire de Londerzeel, dans le Brabant flamand. En juin dernier, elle a obtenu son diplôme d'ingénieur industriel en agriculture à l'UGent, avec une spécialisation en production végétale et animale. Bien qu'elle ne vienne pas d'un milieu agricole, elle a choisi dès sa deuxième année de bachelier de s'orienter vers ce secteur. Ce choix s'est transformé au fil du temps en une véritable passion.

Ce qui l'attire particulièrement à la CBB, c'est la défense des intérêts des agriculteurs – le cœur même de l'organisation – et une mission à laquelle elle souhaite pleinement contribuer. Pendant la campagne, elle est présente sur le terrain à la réception ; en dehors de cette période, elle espère approfondir des thématiques liées à la durabilité, telles que l'érosion, la fertilisation et les défis phytosanitaires. Autant de sujets étudiés au cours de sa formation, qu'elle souhaite aujourd'hui appliquer plus concrètement à la culture de la betterave sucrière. Son objectif : contribuer à un avenir durable pour le secteur.



Nordzucker investit dans le biogaz
A partir de cette campagne, dans les usines danoises de Nordzucker, le biogaz issu de la pulpe de betterave sera utilisé pour la première fois pour produire de l'énergie. Cela permettra de remplacer progressivement le gaz naturel comme combustible fossile et réduire progressivement les émissions de CO₂. Nordzucker, deuxième producteur de sucre allemand après Südzucker, exploite des usines en Allemagne, au Danemark, en Finlande, en Lituanie, en Pologne, en Suède et en Slovaquie. Nordzucker a démarré la campagne le 3 septembre en commençant par la transformation des betteraves bio dans ses usines de Schladen en Allemagne et de Nykøbing, au Danemark. La campagne devrait se clôturer à la mi-janvier. Les estimations de récolte sont bonnes malgré le risque de propagation du syndrome Basses Richesses (SBR) dans certaines régions.

douane sur l'éthanol américain entrant sur le marché britannique. Compte tenu de ces circonstances et des pertes financières déjà subies, la décision de fermer l'usine s'est imposée.

L'accord de libre-échange entre l'Inde et le Royaume-Uni satisfait le secteur sucrier britannique

Le Royaume-Uni et l'Inde ont signé un accord de libre-échange le 24 juillet, plus de trois ans après le début des négociations. Selon la NFU, l'accord conclu protège les secteurs agricoles les plus sensibles, notamment celui du sucre, en maintenant le niveau actuel des droits de douane sur les importations de sucre, de poulet, d'œufs et de porc et en maintenant les normes alimentaires britanniques.

Situation alarmante de l'industrie sucrière polonaise

Selon le quotidien polonais Gazeta Wyborcza, les sucreries polonaises sont en difficulté car, pour libérer de l'espace dans leurs entrepôts pour la récolte de cette année, elles doivent vendre le sucre issu des betteraves de l'année dernière à un prix inférieur au coût de production. La production d'un kilogramme de sucre coûte 2,5 PLN (0,59 €), mais il est possible d'en acheter en magasin pour seulement 1,49 PLN (0,35 €). Ce prix est bien inférieur au coût de production et de distribution, ce qui entraîne un risque d'effondrement du marché et de protestations de la part des agriculteurs.

Retour à l'équilibre sur le marché mondial en 2025/26

Après être passés sous la barre des 400 € début juillet, les cours du sucre blanc sur le marché mondial se sont légèrement redressés autour de 415 €/la tonne dans le courant du mois d'août.

Martine Moyart

La campagne en cours 2024-2025 (octobre 2024 à septembre 2025) devrait se solder par un déficit important de 4,2 Mt selon S&P. Ce déficit est principalement attribué à la mauvaise production indienne de sucre qui chuterait à 26,4 millions de tonnes contre 32,2 millions de tonnes pour la saison 2023/2024. Fin septembre, les stocks mondiaux de sucre seront très faibles et ne représenteront plus que 36 % de la consommation annuelle de sucre : à peine 4 mois de consommation mondiale. C'est le plus faible niveau depuis 10 ans.

Alors pourquoi le déficit mondial actuel ne favorise-t-il pas une hausse des prix ? En réalité, le marché aurait déjà anticipé l'augmentation de la production brésilienne et la reprise partielle de la production en Inde en 2025/26. Selon l'ISMA, la production sucrière indienne devrait augmenter de 18 % en 2025/26 pour atteindre 31,9 millions de tonnes et sera en mesure d'exporter 2 millions de tonnes.

Selon l'ISO, la production mondiale du sucre 2025/26 équivaudra à la consommation mondiale et le marché devrait revenir à l'équilibre.

Le marché européen résiste

Le prix moyen (départ usine) des ventes à terme (terme supérieur à un an) du sucre blanc dans l'UE pour le mois de juin 2025 est de 536 euros contre 540 euros en mai 2025, soit une légère baisse de 4 euros la tonne.

Le relatif maintien actuel des prix UE serait dû au faible niveau des stocks de sucre de l'UE, à la réduction des surfaces

betteravières dans l'UE et à la limitation des importations ukrainiennes.

Les prix sont restés stables dans le Nord et à l'Est de l'UE et en hausse dans le Sud. Dans nos régions, le prix a baissé de 6 euros entre mai et juin 2025.

- Région 1 (Nord et Est de l'UE) : 537 €/t (538 €/t en mai 2025)
 - Région 2 (BE, FR, NL et DE) : 524 €/t (530 €/t en mai 2025)
 - Région 3 (Sud de l'UE) : 622 €/t (608 €/t en mai 2025)

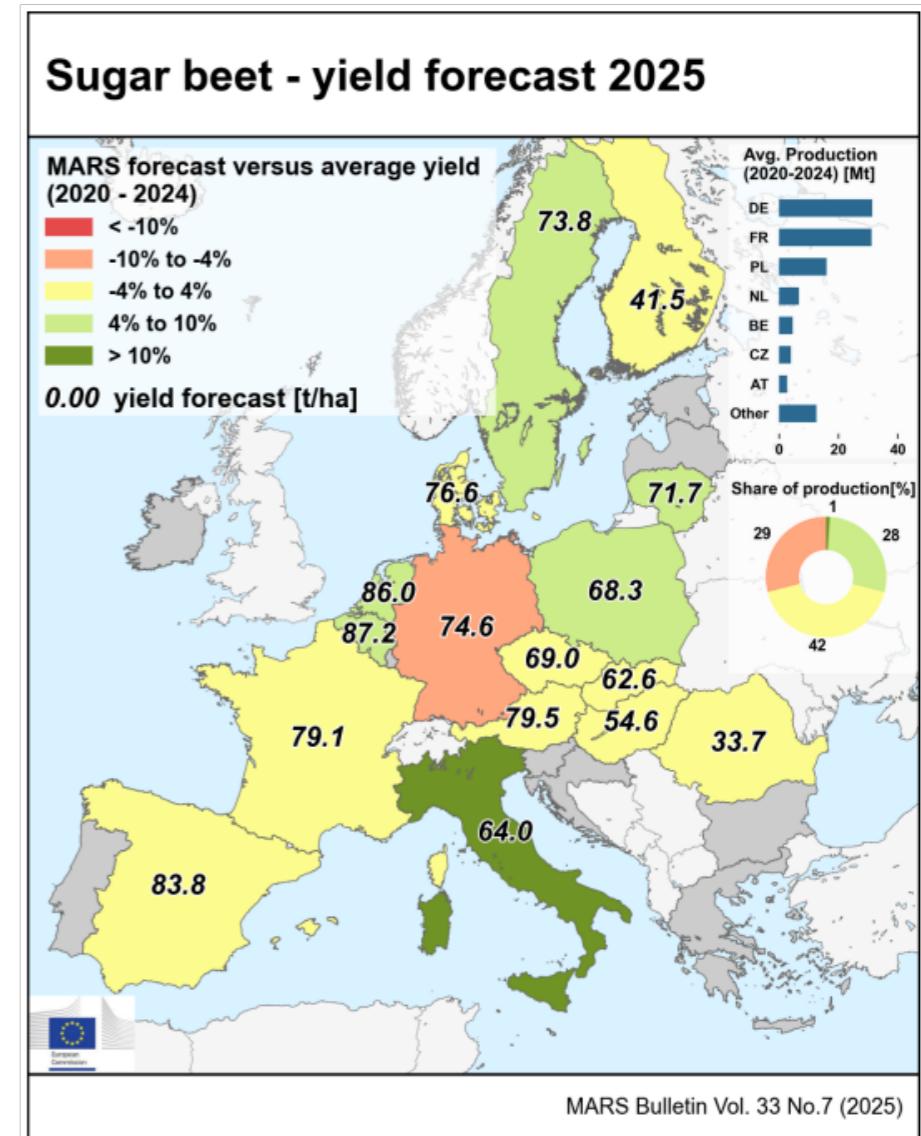
Selon le bulletin MARS publié le 25 août 2025 par le service de surveillance des cultures de l'Union européenne,

Prévisions de rendement dans l'UE (Mars bulletin Vol.33 n°7 (2025))

Pays	2024	Estimation au 16-8-25	% 25/24
UE		74,6	
Autriche	79,9	79,5	-1
Belgique	75,4	87,2	+16
Rép.Tchèque	69,6	69	-1
Allemagne	83,9	74,6	-11
Danemark	77	76,6	-1
Espagne	83,6	83,8	+0
Finlande	47,6	41,5	-13
France	79,1	79,1	+0
Hongrie	50,5	54,6	+8
Italie		64	
Lituanie	69,9	71,7	+3
Pays-Bas	75,5	86	+14
Pologne	66,4	68,3	+3
Roumanie	33,5	33,7	+1
Suède	74,4	73,8	-1
Slovaquie	59	62,6	+6

les prévisions de rendement moyen de l'UE pour la betterave sucrière ont été maintenues à 74,6 t betterave/ha, soit +1 % par rapport à la moyenne sur 5 ans. Une augmentation des rendements de betteraves par rapport à 2023/24 est prévue principalement en Belgique (+16 %) et aux Pays-Bas (+14 %) mais aussi en Pologne (+8 %) et en Slovaquie (+6%). L'Allemagne au contraire prévoit des rendements en baisse de 11 % par rapport à l'an dernier.

Malgré l'augmentation des rendements betteraviers prévue, la baisse des surfaces betteravières dans l'UE devrait au final entraîner une baisse de la production 2025 ce qui pourrait contribuer à soutenir les prix de vente dans l'UE.



Retour sur la Foire de Libramont 2025 : tous concernés, tous impliqués La Foire de Libramont

2025 a une fois de plus confirmé son rôle de rendez-vous incontournable pour le monde agricole et rural. Placée sous le thème « Notre agriculture : tous concernés, tous impliqués ! », cette 89ème édition a rassemblé près de 200.000 visiteurs autour d'un objectif commun : construire une alimentation durable, respectueuse de l'homme, de l'animal et de l'environnement.

Loïs Penasse

Le Pôle One Health : un espace au service de la sensibilisation

Au cœur de la Foire, le Pôle One Health a réuni de nombreux acteurs engagés, issus des secteurs végétal et animal. Fruit de la collaboration entre le Pôle Santé Végétale et le Pôle Santé Animale, cet espace a rappelé que la santé des plantes, des animaux et des humains est étroitement liée. Avec le soutien de partenaires institutionnels, les visiteurs ont découvert les actions menées pour garantir une alimentation saine, sûre et durable.

Le parcours « De la graine à l'assiette »

Le stand du Pôle Santé Végétale a proposé un parcours ludique et pédagogique invitant petits et grands à explorer les étapes-clés de la production agricole. De la qualité des



sols à la traçabilité, en passant par la santé des cultures, le parcours illustrait le rôle essentiel de chaque maillon de la chaîne alimentaire.

À l'issue de la visite, les participants ont été récompensés par une crêpe : un geste convivial et symbolique, rappelant que l'agriculture est avant tout une histoire de coopération et de solidarité, du champ jusqu'à l'assiette. Cette année, près de 10.000 crêpes ont été distribuées, un chiffre qui illustre l'attrait du stand et l'intérêt du public pour les enjeux agricoles.

Des partenaires impliqués

Le succès du stand repose aussi sur l'implication active de ses partenaires : Raffinerie Tirlemontoise, Iscal Sugar, Belplant, Belfertil, Vegaplan, Agro-Service, Fegra, Malin dans le Jardin et la CBB. Leur présence et leurs animations ont contribué à valoriser une agriculture innovante, responsable et ancrée dans les territoires.

Une édition sous le signe de la coopération

En écho à l'Année mondiale des coopératives 2025, la Foire a mis en avant le rôle fondamental de la coopération dans l'avenir du secteur agricole. Le Pôle Santé Végétale s'est inscrit pleinement dans cette dynamique, en rappelant que chaque acteur – agriculteurs, transformateurs, distributeurs, décideurs politiques et consommateurs – a un rôle à jouer pour façonner l'alimentation de demain.

Conclusion : Une mobilisation collective réussie

Avec des milliers de visiteurs venus tester leurs connaissances, échanger et découvrir les enjeux liés à la santé végétale, le Pôle Santé Végétale s'est une fois encore imposé comme un espace de référence à la Foire de Libramont. L'édition 2025 restera marquée par la convivialité, l'engagement et la fierté partagée de tous ceux qui participent, chacun à leur niveau, à une agriculture durable et résiliente.





Betteraviers belges – Belgische bietentelers

Organe mensuel de la Confédération des Betteraviers Belges asbl CBB
Boulevard Anspach 111 / 10 • 1000 Bruxelles
T. 02 513 68 98 • F. 02 512 19 88 • www.cbb.be • lebetteravier@cbb.be • Twitter: @cbb_fr

COLOPHON

Editeur responsable: Hendrik Vandamme, Président de la CBB
Edition et publicité: Isabelle Roelandts - Martine Moyart
Responsable de la technique betteravière: IRBAB Tirlemont
Imprimerie: Antilope De Bie

Abonnement annuel: Belgique € 24,00 • UE € 44,00 • Hors UE € 54,00
IBAN BE 70 1031 0384 3925 • TVA BE 0445.069.157